

97. Déclaration

(Source : Secrétariat de la Conférence)

TEXTE OFFICIEL

1. En tant que dirigeants de nos sept pays, nous nous devons de défendre la liberté et la justice sur lesquelles nos démocraties sont fondées. A cette fin, nous maintiendrons une force militaire suffisante pour dissuader toute attaque, pour faire face à toute menace et pour assurer la paix. Nous ne ferons jamais usage de nos armes, si ce n'est en réponse à une agression.

2. Nous voulons obtenir des niveaux d'armes plus bas par des négociations sérieuses sur le contrôle des armements. Par cette déclaration, nous réaffirmons notre engagement à rechercher la paix et à parvenir à des réductions d'armements significatives. Nous sommes prêts à travailler à cette fin avec l'Union Soviétique et nous en appelons à l'Union Soviétique pour qu'elle coopère avec nous.

3. Des accords efficaces sur le contrôle des armements doivent être fondés sur le principe d'égalité et doivent être vérifiables. Des propositions ont été avancées du côté occidental pour parvenir à des résultats positifs dans les différentes négociations internationales : armes stratégiques (S.T.A.R.T.), fusées nucléaires à portée intermédiaire (F.N.I.), armes chimiques, réduction des forces en Europe centrale (M.B.F.R.) et conférence sur le désarmement en Europe (C.D.E.).

4. Nous sommes convaincus qu'il est de notre devoir de continuer à mener ces négociations de façon soutenue et urgente. Dans le domaine des F.N.I. en particulier, nous appelons l'Union Soviétique à contribuer de façon constructive au succès des négociations. Les tentatives pour diviser l'Occident en proposant l'inclusion des forces des pays tiers, y compris celles de la France et du Royaume-Uni, sont également vouées à l'échec. Ces forces n'ont pas leur place dans la négociation.

5. Nos nations souhaitent ardemment qu'un accord F.N.I. équilibré soit atteint d'ici peu. Dans ce cas, la négociation déterminera le niveau auquel se situeront les déploiements. On sait que, s'il en va autrement, les pays concernés procéderont aux déploiements prévus des systèmes américains en Europe à la fin de l'année 1983.

6. Nos nations sont unies dans leurs efforts pour la réduction des armements et elles continueront à procéder à des consultations détaillées et intenses. La sécurité de nos pays est indivisible et doit être vue sur une base globale. Les tentatives pour éviter de négocier sérieusement en cherchant à influencer les opinions publiques sont vouées à l'échec.

7. Nous nous engageons à consacrer toute notre volonté à réduire la menace de la guerre. Notre vision est celle d'un monde où l'ombre de la guerre aura disparu pour toute l'humanité et nous sommes déterminés à y parvenir.

REUNION DES CHEFS
DE GOUVERNEMENT DE FINLANDE,
FRANCE, GRECE, SENEGAL ET SUEDE,
ainsi que du représentant du gouvernement
D'ESPAGNE ET DE M. MARIO SOARES

98. Déclaration commune publiée à l'issue
de la réunion
(Paris, 19 mai 1983)

(Source : Ministère des Relations extérieures)

TEXTE OFFICIEL

Comme ils en étaient convenus lors de la rencontre des acteurs du changement qui s'est tenue le 23 janvier 1983 à Paris, à l'initiative du parti socialiste français, les chefs de gouvernement de Finlande, de France, de Grèce, du Sénégal et de Suède ainsi que le représentant du gouvernement d'Espagne et M. Mario Soares se sont réunis à nouveau à l'Hôtel Matignon, à l'invitation du premier ministre français, Pierre Mauroy, les 18 et 19 mai 1983.

Ils ont arrêté des propositions d'actions communes en vue d'un retour à la croissance économique et au plein emploi, dans une économie mondiale plus équitable.

Le monde traverse la crise économique la plus sérieuse depuis la seconde Guerre mondiale. Aucun pays n'est épargné. Des centaines de millions de personnes sont sans travail. L'accroissement dramatique du chômage menace les valeurs de nos sociétés. Dans les pays industrialisés, la croissance du revenu réel est stoppée, le niveau des investissements industriels régresse, les systèmes de protection sociale sont mis à l'épreuve.

Dans le Tiers-Monde où le développement était déjà, en période de croissance, chaotique et inégal, la situation continue de se détériorer. Nombre de pays y sont menacés d'asphyxie par le poids du service de leur dette extérieure. La détérioration brutale des termes de l'échange leur pose un problème de survie.

Face à cette situation, les chefs de gouvernement expriment leur détermination à mettre en œuvre des solutions fondées sur les principes de solidarité et de justice sociale car la démocratie est aussi pour eux un engagement commun en faveur de la liberté, de l'épanouissement de l'homme et du bien-être de la société.

Ils proposent des actions concertées pour assurer la reprise de l'économie mondiale. La situation ne s'améliorera pas en effet de manière automatique. Il ne suffit pas d'attendre la relance, il faut créer les conditions d'une expansion assainie et durable, et procéder à un transfert de ressources vers les pays du Sud.

Refusant le faux dilemme chômage-inflation, qui sert de prétexte pour écarter les avancées sociales, les participants affirment leur conviction que la mise en œuvre d'une expansion économique non inflationniste est possible.

Une telle politique passe par un effort général de modernisation des appareils de production, de formation des hommes et de développement des technologies d'avenir, de la recherche et de l'innovation.

Seule une harmonisation des politiques économiques, conçues à l'échelle la plus large possible, peut donner aux solutions proposées l'effet escompté et rendre efficace l'effort de chacun des pays.

Placés face à la crise d'un système qu'ils ont toujours